

**NOUVEAU RAPPORT DÉVASTATEUR DU VÉRIFICATEUR GÉNÉRAL
LA PREUVE EST FAITE QUE LES PPP COÛTENT PLUS CHER**

Montréal, 10 juin 2010 – « Il n’y a plus aucune raison de reporter la décision de revenir au mode traditionnel pour la construction du futur CHUM », conclut Dominique Verreault, présidente de l’Alliance du personnel professionnel et technique de la santé et des services sociaux (APTS), à la suite de la publication du rapport du vérificateur général du Québec rendu public hier. Ce rapport révèle notamment que le choix du mode partenariat public privé, présumé plus économique, était basé sur des erreurs grossières dans l’évaluation des coûts d’entretien.

La présidente du Conseil du trésor a répété une fois de plus que le gouvernement pourrait se tourner vers d’autres options si les avantages des PPP ne sont pas démontrés. « Il n’y a plus de “si” qui tienne, constate la présidente de l’APTS. Le vérificateur a été clair : le mode PPP n’est pas plus économique que le mode traditionnel et les entreprises font en sorte que les risques financiers demeurent à la charge de l’État. Pourquoi alors l’État québécois devrait-il céder son rôle de maître d’œuvre de ses grands projets sinon pour favoriser, au détriment du bien commun, les intérêts du secteur privé ? »

Ces nouvelles révélations du vérificateur général accentuent l’inquiétude de l’APTS relativement à la construction et à la gestion en mode PPP de trois projets de CHSLD en Montérégie. « Faudra-t-il attendre un autre rapport accablant du vérificateur avant de réviser la décision du gouvernement de confier à des entreprises privées, soucieuses avant tout de réaliser des profits, les établissements qu’attendent depuis trop longtemps les personnes âgées en perte d’autonomie de la Montérégie ? Le gouvernement n’apprend-il pas de ses erreurs ? », s’interroge Dominique Verreault.

L’APTS exhorte le gouvernement à renoncer une fois pour toutes à son choix – définitivement plus idéologique que rentable – de confier ses projets en santé à des partenaires privés. Le gaspillage des fonds publics qu’il représente est plus inacceptable que jamais dans le contexte actuel où l’on demande à la population de contribuer davantage au financement du système de santé.